

gouvernement responsable; car c'est dans notre pays même que l'expression a pris naissance; en fait cette année marque précisément le centenaire de l'établissement du gouvernement responsable au Canada. Chose certaine, la fin même est plus importante que le moyen d'y arriver et, une fois l'union réalisée, la population de Terre-Neuve jouira intégralement du gouvernement responsable, et comme province autonome et comme associée en titre au sein d'une nation libre et indépendante.

M. Walsh a répondu à cette bienvenue dans les termes suivants:

Je suis heureux de vous exprimer à vous et, par votre entremise, au Gouvernement et au peuple du Canada, la reconnaissance des représentants de Terre-Neuve pour le chaleureux accueil dont nous avons été l'objet cet après-midi, ainsi que pour les marques tangibles de bienvenue qui nous ont été données depuis hier, jour de notre arrivée au Canada. De la part du Gouvernement et du peuple de Terre-Neuve, j'ai l'honneur de vous dire combien nous sommes touchés des magnifiques hommages rendus à notre pays et à ses habitants à l'occasion de notre arrivée ici pour étudier les conditions d'union entre nos deux pays.

Nos deux pays entretiennent depuis nombre d'années d'étroites relations, particulièrement en ce qui concerne les affaires importantes qu'entraînent une allégeance commune et de communs intérêts nationaux. Nos deux peuples sont liés plus étroitement encore par des relations personnelles et commerciales, et même, dans certains cas, par des contacts journaliers. De communs dangers nous ont rapprochés et ont fait naître entre nous un esprit d'amitié et de compréhension véritables tandis que l'amélioration des moyens de transport nous a procuré l'avantage de nous voir plus souvent et plus longtemps à la fois.

C'est à titre de représentants de nos deux populations que nous nous réunissons aujourd'hui pour examiner et discuter la question de l'union des deux pays et nous entendre sur les conditions et les dispositions qui nous permettront de nous lier dans le cadre prévu par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, ce chef-d'oeuvre de sagacité politique et constitutionnelle.

Vous connaissez sans doute mieux que nous les événements qui, en 1867, ont abouti à la confédération des colonies, ainsi que les circonstances qui ont entouré cette union. Terre-Neuve avait été invitée à envoyer des délégués à la Conférence de Québec, en 1864. Ses deux représentants déclarèrent à leur retour qu'ils avaient signé le rapport de la Conférence avec la ferme conviction que notre colonie aurait avantage à entrer dans l'union. La question fut soumise au peuple qui élut un gouvernement favorable à l'union. De nouvelles conditions ayant été rédigées, une autre délégation se rendit au Canada et les parties se mirent complètement d'accord. De nouveau soumis au peuple, à la lumière de ces conditions, le projet d'union fut repoussé de façon décisive. On ne saurait dire aujourd'hui si le peuple de Terre-Neuve a bien fait alors de faire un tel choix, car la situation de l'île différait entièrement de celle des autres colonies. De plus, il n'existe aucun cas qui puisse servir de point de comparaison. Mais il y a ceci d'incontestable, c'est que la décision fut prise par le peuple, dans l'exercice de son droit démocratique. En 1895, une